

La seule cause qui vaille : sauver l'industrie française !

Dans nos régions, les salariés tombent par centaines, tous les jours, au champ d'honneur industriel. Ces salariés licenciés, qui étaient appréciés dans leurs ateliers, sont faiblement armés devant l'adversité économique, peu syndiqués et peu convertibles à une autre activité. Ils ont le sentiment que leurs emplois ont été mal défendus. La marge de manœuvre unique des autorités publiques - locales ou nationales - est une ingénierie sociale très coûteuse pour les cotisants qui travaillent et inopérante pour éviter l'hémorragie. Des millions de personnes, privées de perspectives, s'installent progressivement dans une vis qui les entraîne vers le bas et vers le déclassement social.

Ces désastres économiques, sociaux et humains pour nos vallées et nos régions sinistrées tirent toute l'économie française vers un Waterloo industriel. C'est aussi un désastre politique pour une grande nation qui se veut être la cinquième puissance économique mondiale. La part de l'industrie dans le PIB - 11,5 % en 2013 - nous place au quinzième rang de la zone euro, aux côtés de... la Grèce !

La bataille industrielle, le combat des temps modernes pour les pays avancés, est la seule querelle politique qui vaille. Renoncer à en faire une priorité absolue, c'est donner au Front national tous ses arguments dans les régions, autrefois prospères et aujourd'hui en déprise industrielle avancée. Voilà un quart de siècle déjà, en 1990, la revue des ingénieurs des mines avait mis en évidence qu'une manufacture dans un tissu économique moyen entraînait plus de la moitié des autres activités, ce qui se traduisait par 1,7 emploi pour 1 emploi industriel. Le découragement d'une population locale, victime indirecte de la fermeture d'un lieu de production, est une évidence.

Certes, les villes moyennes, leurs régions et les zones semi-rurales de fortes entreprises industrielles ne peuvent que se

féliciter des 500 millions d'euros demandés aux assurances pour renforcer les fonds propres des PME. Mais les réponses apportées ne sont pas encore à la hauteur du drame. Les politiques de filières, les pôles de compétitivité et les états généraux de l'industrie n'ont rien à voir avec les groupes et les réseaux d'entreprises organisés que l'on observe dans les principaux pays développés et qui sont les vraies

La part de l'industrie dans le PIB en France nous place au quinzième rang des pays de la zone euro, aux côtés de... la Grèce !

pépinières de futures entreprises de taille intermédiaire (ETI). Pour doubler le nombre de nos ETI (environ 1 300) et faire jeu égal avec l'Italie et l'Allemagne, il faut des PMI innovantes, capitalisées, compétentes et reliées organiquement aux centres de recherche privés ou publics.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte de responsabilité apportent un renforcement de circonstance - utile mais souvent marginal - à nos industries. C'est une aide passive qui aide surtout à porter les bas salaires peu qualifiés. Or, l'ambition industrielle est liée aux meilleures compétences, qui se paient souvent cher. On semble donc être passé à côté de l'objectif. Il faudrait plutôt détacher le travail qualifié pour s'armer dans la concurrence mondiale (techniciens supérieurs, ingénieurs, chercheurs).

L'industrie a une productivité six fois plus élevée que les autres secteurs et peut créer trois fois plus de valeur ajoutée que les services. Rien de plus erroné que le mirage d'une « économie de services » qui se substituerait à « l'économie industrielle ». Celle-ci est toujours une combinaison de produits matériels, d'investissements immatériels et de services. La France sans usines est un suicide assisté par la sécurité sociale.

L'essentiel demeure la compétitivité de nos entreprises pour gagner des marchés étrangers. Si nous adoptons des mesures fortes, des marges

importantes de progrès s'offrent à nous, tant nos ressources en compétences sont remarquables. Ces mesures doivent être, à la différence du CICE, strictement réservées au secteur productif élargi, qui représente environ 400 000 entreprises.

Rétablissons d'abord une adéquation entre les besoins de l'industrie et l'offre de formation dans l'éducation nationale. Le textile ayant à peu près disparu, il n'est pas déshonorant de former des tôleurs ou des informaticiens, plutôt que des tisserands, des ingénieurs de production dans les usines plutôt que des « ingénieurs-traders » dans les banques.

Il faut ensuite faire remonter le capital-investissement - divisé par deux en quatre ans - à un niveau significatif en corrélation avec une économie du risque, de l'initiative, de l'entreprise reconnue comme lieu de création de richesse. Sans fonds propres, malgré la Banque publique d'investissement (BPI), le CICE, la jeune entreprise innovante (JEI), les bonnes mesures prises depuis deux ans - et un peu rognées chaque année pour réaliser des économies budgétaires - seront insuffisantes pour les acteurs innovants. Le gouvernement a raison de mieux s'orienter dans cette voie.

Le recul du financement privé doit être enrayeré par une reconnaissance de la valeur du succès, manifesté par la création de plus-value, que la fiscalité ne doit plus pouvoir confisquer.

Le recul du financement privé doit être enrayeré par un retour à une politique de reconnaissance de la valeur du succès, manifesté par la création de plus-value, que la fiscalité ne doit plus pouvoir confisquer, même de manière dégressive. Il faut tourner le dos à la punition du succès par la fiscalité, qui a trop souvent marqué les deux premières années de la gauche. « Un

bon impôt est un vieux impôt ; un bon impôt est un impôt simple, un bon impôt a un taux modéré et une assiette large », dit l'adage. Tout le contraire de ce que les frondeurs du PS proposent. On ne peut encourager l'innovation et la maintenir en France qu'à ce prix.

Comme l'indique le rapport Gallois, une partie du livret A et du livret de développement durable doit être dirigée vers les entreprises industrielles innovantes. En outre, il faut persévérer dans la politique d'énergie la moins chère, avec le nucléaire et certaines énergies renouvelables, pour ne pas perdre notre avantage technologique et compétitif.

Pour mobiliser les énergies dans l'industrie, modifications aussi les modalités du droit de regard des salariés sur la marche de leur entreprise. Voilà plus de 30 ans que la *Mitbestimmung* (« codécision ») permet aux représentants des salariés allemands de s'exprimer, dans nombre d'entreprises, sur la formation, l'investissement et la politique générale de recherche et développement. En l'absence de semblables dispositions, en France, un *Mittelstand* social s'ajoutera au Waterloo industriel. Le dialogue social est urgent et central.

Cet effort de redressement, en faveur de l'investissement industriel, nous l'avons évalué à 20 milliards. Cela est important certes, mais nous conduirait à retrouver en trois ans la croissance nécessaire à la création d'emplois. En une décennie, nous pourrions nous replacer comme nous l'étions en 2000 - avant l'Allemagne - en leader de la

prospérité européenne et mondiale. Nos amis anglais et allemands, avec respectivement la stratégie de Margaret Thatcher et celle de Gerhard Schröder, ont pour leur part réussi. Pourquoi pas nous ?

* Respectivement ancien ministre délégué à l'industrie du gouvernement de Lionel Jospin et président de la Fondation Concordia.



CHRISTIAN PIERRET ET MICHEL ROUSSEAU

Une France sans usines est désormais possible, mais le sursaut est à notre portée, plaident les auteurs.